

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2025

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) progresse de 8,9 points au troisième trimestre, se positionnant à 114,8. Les entreprises demeurent concentrées sur les travaux de reconstruction leur permettant de rétablir progressivement leur appareil productif. Toutefois, le retard accusé dans la reconstruction de l'île et les difficultés de trésorerie toujours persistantes ne permettent pas aux chefs d'entreprises de se projeter sur le long terme.

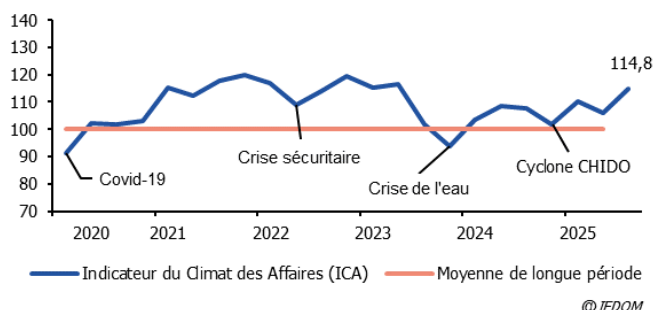
L'inflation se maintient autour de 1 % et reste à un niveau proche de celui observé dans l'Hexagone.

Après un très léger recul au trimestre dernier, la consommation des ménages semble se stabiliser au troisième trimestre.

Une conjoncture économique toujours portée par la gestion post-Chido

Une hausse de l'ICA fortement soutenue par des prévisions d'investissement favorables

Indicateur du climat des affaires à Mayotte



Après une baisse de l'ICA au trimestre précédent, impacté principalement par les difficultés de trésorerie des entreprises, ce dernier s'améliore au 3^{ème} trimestre. S'il continue de se positionner au-dessus de sa moyenne de longue période, il est largement porté par les prévisions optimistes des chefs d'entreprises qui espèrent une réelle reprise de l'activité, décorrélée des travaux d'urgence.

En effet, l'activité de ce troisième trimestre est en hausse, appuyée par les opérations de réhabilitation qui se poursuivent dans tous les secteurs d'activité, nécessitant d'importants investissements pour rétablir progressivement l'appareil productif.

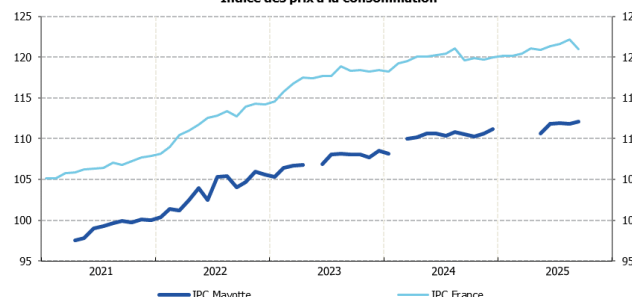
Cependant, le niveau préoccupant des trésoreries reste la source première d'inquiétude qui pèse sur la confiance des chefs d'entreprises.

Par ailleurs, la dynamique de reconstruction accuse un retard qui ne permet pas aux chefs d'entreprises de se projeter sur le long terme.

Pour la fin de l'année, ces derniers prévoient une nouvelle hausse de l'activité.

L'inflation se maintient autour des 1 %

Indice des prix à la consommation

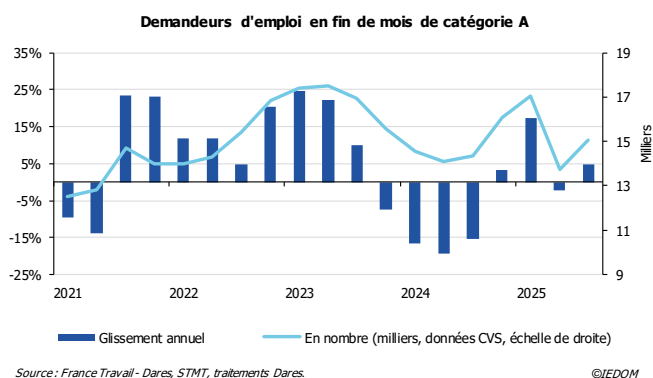


Sur un an, de septembre 2024 à septembre 2025, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 1,5 % à Mayotte. Ce niveau est proche de celui observé à l'échelle nationale (+1,2 %).

La hausse des prix est d'abord tirée par les prix de l'alimentation (+5,1 %), suivis par les services (+2,2 %) et les produits manufacturés (+0,9 %). Les prix de l'énergie quant à eux continuent de reculer (-8,5 %), en raison de la baisse des tarifs de l'électricité et des prix des produits pétroliers.

Entre le 2nd et le 3^{ème} trimestre 2025, les prix enregistrent une légère hausse de 0,2 %. L'augmentation des prix de l'énergie (+1,1%) et de l'alimentation (+0,4%) est compensée par les prix des produits manufacturés et des services qui restent stables.

Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse

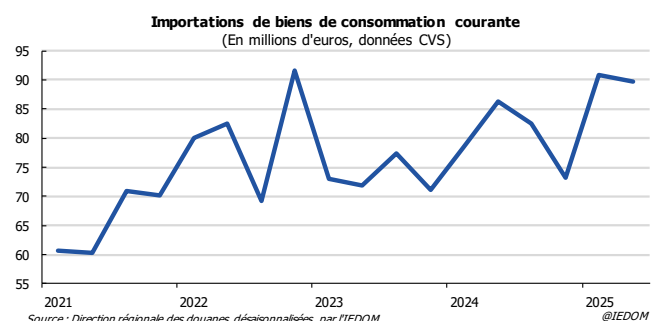


Au troisième trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) augmente de 9,3 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. Toutes les catégories d'âge sont concernées. La hausse la plus marquée concerne les -25 ans (+10,9 %), puis les 25 à 49 ans (+10,6 %) et enfin les +50 ans (+3,3 %).

En glissement annuel, la hausse des DEFM A est moins prononcée (+4,9 %). Elle est portée par la catégorie des moins de 25 ans (+14,7 %), tandis qu'une faible hausse est observée chez les plus de 50 ans (+3,7 %) et chez les 25 – 49 ans (+2,1 %).

La mise en place du dispositif d'activité partielle depuis le début de l'année 2025, les probables défauts de déclarations et l'impact du cyclone Chido accentuent la difficulté d'interprétation de ces données.

La consommation des ménages se stabilise après un premier semestre plus contrasté



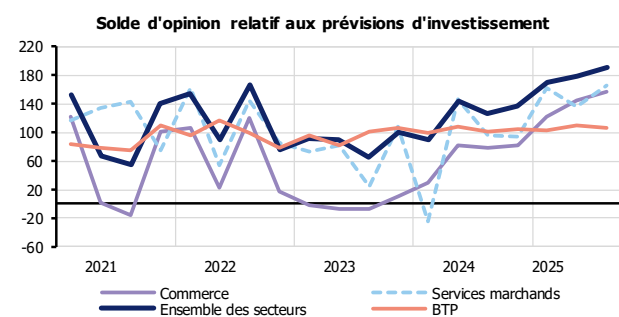
La consommation des ménages semble se stabiliser au troisième trimestre 2025.

Sur le trimestre, les importations de produits courants et de produits d'équipement du foyer sont en hausse de respectivement 0,5 % et 21,7 %. Cela peut s'apparenter à des besoins encore d'actualité de renouvellement d'équipements détruits par le cyclone.

En parallèle, les crédits à la consommation ralentissent, après une forte relance au trimestre précédent (+0,8 % après +7,6 %). Il convient toutefois de prendre en compte le fait que les crédits à la consommation à Mayotte servent également à réaliser des investissements immobiliers. Depuis le passage du cyclone Chido, les crédits à la consommation ont été fortement mobilisés pour financer des travaux de reconstruction. Ceci peut donc les décorréliser de la consommation des ménages.

Sur un an, les importations de produits courants augmentent de 9,1 % et celles de produits d'équipement du foyer de 32,6 %. Les crédits à la consommation enregistrent une hausse de 13,2 %.

Des prévisions d'investissement bien orientées

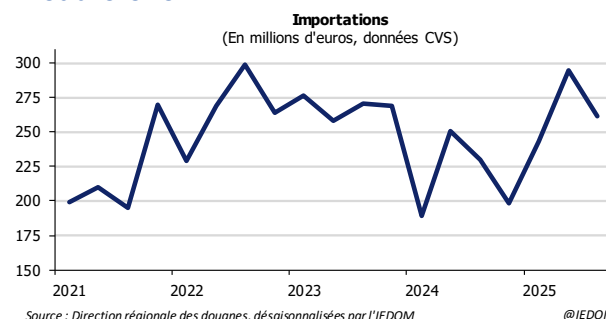


S'agissant de l'investissement des entreprises, en valeur, les importations de biens d'investissement sont en baisse (-17,8 %). Toutefois, l'encours bancaire des crédits d'investissement progresse (+8,2 %), après une quasi-stabilité au second trimestre (+0,5 %).

En glissement annuel, la tendance s'inverse avec des importations de biens d'investissement en hausse (+11,6 %) et l'encours bancaire des crédits d'investissement qui se positionne en recul (-1,5 %).

Les prévisions d'investissement à un an sont très favorables. Elles demeurent portées par des besoins encore présents de renouvellement de l'outil de production, détruit pendant Chido.

Les importations baissent mais restent à un niveau élevé



Après 2 trimestres de rattrapage, les importations reculent au troisième trimestre 2025 (-11,3 % en valeur par rapport au trimestre précédent, après +21,2 %). Cette baisse est tirée par les importations d'énergie (-37,2 %), de biens d'investissement (-17,8 %) et de biens intermédiaires (-11,9 %). Les autres postes d'importations affichent des hausses variables : les biens d'équipement du foyer (+21,7 %), et les produits de consommation courante (+0,5 %).

Les importations restent toutefois à un niveau élevé en comparaison avec les années précédentes. En effet, elles traduisent une augmentation de 17,3 % en glissement annuel, portées par les biens intermédiaires (+24,1 %) et les biens d'investissement (+11,6 %). Les exportations augmentent de 20,6 % sur le trimestre et de 61,4 % sur un an. Celles-ci demeurent très faibles au regard des importations, le taux de couverture étant de 2,3 %.

L'activité économique globale cherche un second souffle

Malgré un climat économique et social morose, le troisième trimestre 2025 enregistre une reprise de l'activité, après une chute importante au trimestre précédent.

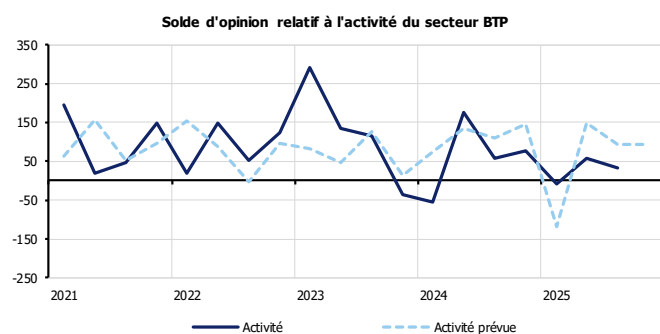
Les charges d'exploitation s'améliorent et une très légère progression des trésoreries est constatée.

Le niveau de carnet de commande est satisfaisant, 81,6% des entreprises interrogées estimant leur niveau de commandes normal ou supérieur à la normale.

Toutefois, les difficultés relatives aux délais d'approvisionnement perdurent. Le niveau de stock de matières premières et de produits finis demeure très critique.

Pour le dernier trimestre 2025, les prévisions des chefs d'entreprises demeurent positives, accompagnées d'intentions d'investir toujours bien orientées.

Une évolution plus mitigée dans le secteur de la construction



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

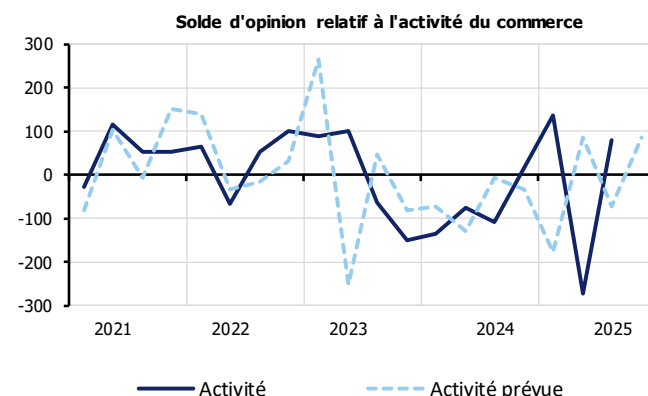
@IEDOM

L'activité dans le secteur de la construction demeure favorable, même si moins de chefs d'entreprise partagent ce sentiment sur ce trimestre.

Les carnets de commandes demeurent remplis et les chefs d'entreprise énoncent une hausse de leurs effectifs. En parallèle, les charges d'exploitation régressent. Mais les délais de paiement demeurent préoccupants.

Pour le quatrième trimestre 2025, les chefs d'entreprise du secteur espèrent une activité toujours propice.

L'activité commerciale se relève



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

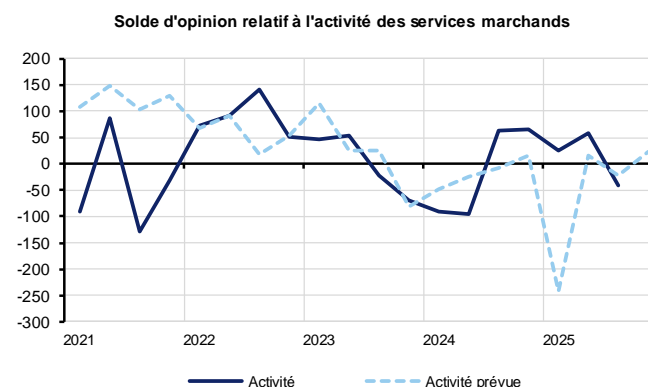
@IEDOM

Le secteur commercial amorce une reprise de l'activité sur ce trimestre.

Toutefois, les trésoreries demeurent affectées et la diminution des effectifs se poursuit. Les stocks de produits finis se dégradent et demeurent critiques.

Au quatrième trimestre 2025, une stabilité de l'activité est attendue. Les trésoreries et les prix devraient progresser modérément.

Le secteur des services marchands en proie à quelques difficultés



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

@IEDOM

Les professionnels dans le secteur des services marchands constatent une baisse de l'activité. Les délais de paiement sont jugés convenables bien que le niveau de trésorerie se dégrade.

Les prix pratiqués demeurent élevés, et les charges d'exploitation s'améliorent.

Pour le prochain trimestre, les prévisions sont quelques peu optimistes, accompagnées d'un très léger progrès du niveau des trésoreries.

Une croissance soutenue dans la région, au prix de tensions inflationnistes

À Madagascar, la croissance économique atteindrait +4 % en 2025 selon la Banque mondiale. Cette croissance serait portée par le dynamisme des investissements, et de l'activité des secteurs de la construction et du tourisme. Selon la Banque centrale, l'inflation mesurée en glissement annuel fléchit à fin septembre pour atteindre +7,5 % (après +8,2 % en juin 2025). Son niveau encore élevé, lié aux pressions inflationnistes des prix des denrées alimentaires et des importations, a décidé la Banque Centrale à maintenir son taux directeur à 12,0 %. Celle-ci prévoit une baisse de l'inflation en 2026-2027, en anticipant notamment une baisse des prix de l'énergie et du prix du riz. À noter, la récente crise politique a conduit l'agence Standard & Poor's à dégrader la note de la dette souveraine de Madagascar, désormais « sous surveillance négative ».

À Maurice, la croissance est estimée à +3,6 % au deuxième trimestre 2025 selon la Banque centrale (BoM). Les secteurs tertiaires, de l'agriculture et des services financiers contribuent positivement au développement de l'activité. Le secteur du tourisme connaît un regain de dynamisme, alors que l'activité du secteur du bâtiment et de la construction se contracte. Par ailleurs, l'inflation moyenne en 2025 atteindrait +3,7 %.

En Afrique du Sud, selon le FMI, le PIB devrait croître de +1,1 % en 2025. La Banque centrale (SARB) estime quant à elle une inflation à +3,4 % en glissement annuel à fin septembre 2025. Les prix des produits alimentaires et de l'énergie participent fortement à la hausse de l'indice général des prix à la consommation. Le risque de renforcement des pressions inflationnistes liées à ces deux composantes conduit la SARB à maintenir son taux directeur inchangé.

Aux Seychelles, la Banque centrale prévoit une croissance économique de +3,0 % en 2025, après +3,3 % en 2024. Le PIB est majoritairement soutenu par l'activité touristique, le secteur de la pêche ainsi que le secteur des TICs. L'inflation a suivi une trajectoire décroissante : elle atteint +0,3 % en octobre en glissement annuel. Dans ce contexte, le taux directeur de la Banque central est stable depuis mars 2024.

Aux Comores, selon le FMI, la croissance du PIB devrait atteindre +3,8 % en 2025 (+3,4 % en 2024), portée notamment par l'investissement public et le crédit au secteur privé. En parallèle, au deuxième trimestre l'inflation baisse de 2,2 %, pour une prévision en moyenne annuelle de 3,5 % en 2025.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

Un environnement international toujours incertain

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale sont stables et le FMI dans ses prévisions d'octobre (WEO octobre 2025) maintient globalement les prévisions communiquées en juillet 2025, à 3,2 % en 2025, et à 3,1 % en 2026. Cette apparente stabilité ne doit pas occulter les incertitudes nées de l'établissement de nouveaux droits de douane aux Etats-Unis. Leurs effets pourraient s'accroître dans le futur, lorsque s'atténueront les effets des mesures de compensation adoptées suite à leur établissement ; telle la constitution de stocks importants. Le FMI maintient également ses anticipations d'inflation globale, à 4,2 % en 2025 et 3,7 % en 2026, chiffres inchangés par rapport à ceux communiqués en juillet 2025.

Les Etats-Unis bénéficient de perspectives de croissance en hausse, le FMI ajustant ses anticipations pour l'année 2025, à 2,0 %, contre une estimation à 1,9 % en juillet. Les facteurs de cet optimisme ; droits de douane plus faibles qu'attendu, adoption de la loi budgétaire OBBBA et conditions de financement avantageuses ; sont inchangés. Le FMI anticipe au second semestre 2025 une inflation plus soutenue qu'anticipée en juillet, à mesure que l'impact de la hausse des droits de douane se répercute sur les consommateurs.

Plus modestes que celles des États-Unis, les anticipations de croissance du FMI pour la zone Euro en 2025 sont également orientées à la hausse. Celles-ci s'élèvent à 1,2 % contre 1,0 % dans les projections communiquées en juillet 2025. Les projections pour 2026 sont en revanche révisées à la baisse, à 1,1 %, contre 1,2 % en juillet, en raison de la persistance d'incertitudes dans de nombreux domaines et de l'augmentation des droits de douane.

En France, la croissance a poursuivi son accélération au troisième trimestre, le PIB augmentant de 0,5 % en volume, après des hausses de 0,1 % au premier trimestre et 0,3 % au second trimestre, selon l'INSEE. Cette expansion procède notamment d'une demande intérieure finale plus soutenue et d'une hausse de la formation brute de capital fixe, tandis que la consommation des ménages confirme son ancrage en territoire positif, à +0,1 %. La Banque de France anticipe dans ses projections macroéconomiques intermédiaires de septembre 2025 une croissance de 0,7 % en 2025, suivi d'une augmentation légèrement plus soutenue en 2026, à +0,9 %.

Une hausse des salaires réels bénéficiant à la consommation des ménages renforce les perspectives de croissance au Japon, révisées à la hausse par le FMI, à 1,1 % pour 2025 puis 0,6 % pour 2026. L'économie nippone reste cependant vulnérable aux incertitudes nées du ralentissement de la demande extérieure.

Les perspectives de croissance pour les pays émergents sont globalement stables. La Chine bénéficie d'une consommation interne plus robuste qu'attendue et d'une accélération des échanges internationaux. Ces facteurs permettent une stabilisation, à 4,8 % pour l'année 2025, des anticipations de la croissance du FMI, après les turbulences générées par l'adoption des droits de douanes américains. L'Inde bénéficie d'une révision à la hausse de ses prévisions de croissance pour 2025, à 6,6 %.

Sources : FMI, INSEE, Banque de France.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directrice de la publication : F. MAR PICART ■ Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF

Rédaction : F. BLEUZET, N. OUMOURI